

Paris refuse de retraiter l'uranium iranien

Alain Barluet .

Publié le 04 octobre 2006

Actualisé le 04 octobre 2006 : 07h39

Les États-Unis ont annoncé la relance du processus de sanctions si Téhéran ne suspend pas son enrichissement de l'uranium. La France a écarté la proposition iranienne de créer un consortium franco-iranien.

LA CRISE nucléaire est entrée dans une nouvelle phase de tension hier, les États-Unis menaçant de relancer le processus de sanctions contre Téhéran si les négociateurs européens ne parvenaient pas avant la fin de la semaine à convaincre l'Iran de suspendre l'enrichissement de l'uranium.

Dans un entretien publié hier par le quotidien *Washington Times*, le numéro trois du département d'État, Nicholas Burns, a souligné en effet la nécessité de voir les discussions engagées entre le représentant de la diplomatie européenne Javier Solana et le principal négociateur du nucléaire iranien Ali Larijani d'aboutir cette semaine à une «clarification». «Si (la réponse de l'Iran) est «peut-être», c'est un «non», a dit M. Burns. «Si c'est «nous aimerions poursuivre les négociations», cela fait quatre mois que l'on négocie», a-t-il relevé. «À un moment donné, vous devez mettre une limite», ajoute-t-il.

Restauration de la confiance

Dans le même temps, une source diplomatique britannique confirmait qu'un projet de résolution demandant des sanctions économiques à l'encontre de l'Iran serait rapidement présenté au Conseil de sécurité. «À moins que les Iraniens ne changent brutalement, et sans qu'on s'y attende, d'avis, nous pouvons nous attendre à ce que ce projet de résolution vienne à New York dans la semaine ou presque», a ajouté cette source. Dans ce contexte, la diplomatie iranienne n'est pas restée inerte. La France a ainsi écarté hier une proposition iranienne de créer un consortium franco-iranien pour la production d'uranium enrichi. Cette offre a été lancée par le directeur adjoint de l'Agence iranienne de l'énergie atomique, Mohammad Saïdi qui l'a appuyée en affirmant que «la meilleure solution pour dissiper les inquiétudes au sujet des activités nucléaires iraniennes n'est pas de demander la suspension de ces activités». «Nous avons une idée, a-t-il ajouté, c'est que la France crée un consortium avec Eurodif et Areva pour faire de l'enrichissement d'uranium en Iran, et ainsi ils pourront surveiller étroitement nos activités», a expliqué le responsable iranien.

Si l'idée d'un tel consortium international avait déjà été mise sur la table par les Iraniens il y a un peu plus d'un an, l'appel inédit lancé aux grandes entreprises françaises du secteur a quelque peu surpris à Paris. Les diplomates suspectaient notamment cette initiative d'avoir pour objectif de diviser le front des puissances au duquel Javier Solana menait, hier encore à Téhéran, de laborieuses négociations. L'an dernier, la précédente «ouverture» du président Mahmoud Ahmadinejad qui mentionnait «un partenariat sérieux avec les secteurs privé et public» avait été rejetée par Philippe Douste-Blazy. Il ne s'y est guère montré plus favorable, hier. Interrogé depuis Brazzaville, le ministre des Affaires étrangères a déclaré «prendre en considération la proposition (iranienne) dans le cadre du dialogue que nous souhaitons», en ajoutant néanmoins que «cela ne peut se faire qu'après une suspension des activités d'enrichissement de l'uranium par l'Iran».

À Paris, on considère donc la proposition iranienne comme étant «pour le moins préma turée». La priorité, estime-t-on encore à Paris, réside dans la restauration préalable de la confiance, ce qui passe par la double suspension, selon la formule récemment évoquée par Jacques Chirac concernant l'interruption simultanée, le temps des négociations, du processus de sanctions engagé à l'ONU contre l'Iran et du programme d'enrichissement de l'uranium mené par ce pays. «Il ne s'agit pas actuellement de discuter sur le fond mais de définir comment on met en place la négociation», explique un diplomate.

Les États-Unis ont plusieurs fois laissé entendre qu'ils n'hésiteraient pas à prendre unilatéralement, où avec ceux qui les suivraient, des mesures coercitives contre Téhéran.